



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21179
7 mars 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE

La lettre ci-jointe, datée du 7 mars 1990, a été adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies. Comme suite à la demande qui y est faite, le texte en est distribué en tant que document du Conseil de sécurité.

Annexe

Lettre datée du 7 mars 1990, adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration du Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée en date du 5 mars 1990.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration et de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Observateur permanent,

(Signé) PAK Gil Yon

Appendice

Déclaration publiée le 5 mars 1990 par le Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée

La tendance actuelle dans les relations internationales étant à la détente et à la réconciliation, des négociations sont engagées pour résoudre les conflits régionaux et des mesures sont prises en vue d'assurer le désarmement et le retrait des troupes étrangères.

Pourtant, sur la péninsule coréenne, aucun accord propre à apaiser les tensions n'est intervenu et l'atmosphère de conflit persiste.

Entre le nord et le sud de la Corée règne un intense climat d'affrontement et des forces considérables ont été massées le long de la ligne de démarcation militaire.

Les Etats-Unis maintiennent plus de 43 000 hommes en Corée du Sud, où ils ont expédié plus de 1 000 pièces d'armement - armes nucléaires de toutes sortes, vecteurs et même bombes à neutrons.

En fait, la stratégie américaine de guerre nucléaire est en train de pleinement se concrétiser sur la péninsule.

Il en résulte qu'existe en permanence en Corée une situation dangereuse sans équivalent dans aucune autre région du monde, qui suscite les appréhensions de tous ceux qui sont épris de paix dans le monde.

Pour apaiser les tensions et garantir la paix dans la péninsule, il est impératif de désamorcer le climat d'affrontement armé en réduisant le potentiel militaire.

Animé du souci constant d'instaurer la détente et la paix sur la péninsule coréenne au moyen d'une réduction des forces militaires, le Gouvernement de notre République a ces dernières années fait une série de propositions raisonnables et lancé certaines initiatives; c'est ainsi qu'il a proposé de mettre fin à l'accumulation des armes et à la course aux armements et de faire de la péninsule une zone de paix dénucléarisée.

Nous avons notamment proposé en juillet 1987 que le Nord et le Sud réduisent progressivement leurs forces armées afin de les ramener à moins de 100 000 hommes en 1992 et que, parallèlement, les forces américaines évacuent complètement, par étapes, la Corée du Sud, tout cela avec échanges d'informations et vérification internationale. Nous avons en outre proposé l'ouverture de négociations multilatérales sur le désarmement pour étudier cette question.

L'année dernière, nous avons vivement engagé les autorités américaines et sud-coréennes à ouvrir rapidement des négociations en vue de faire de la péninsule coréenne une zone dénucléarisée avant même qu'un accord général de désarmement n'intervienne, compte tenu du danger croissant de guerre nucléaire sur la péninsule.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée a non seulement avancé ces propositions de désarmement, il a aussi réduit unilatéralement les effectifs de l'Armée populaire coréenne, ramenés à 100 000 hommes à la fin de 1987, afin d'amorcer une notable réduction des armements dans la péninsule; avant cette date, il avait déjà pris une mesure positive en affectant 150 000 militaires à des travaux de construction civils.

Mais les autorités américaines et sud-coréennes n'ont jusqu'à présent donné aucune suite à nos propositions raisonnables et à nos sincères efforts de désarmement, prenant le parti de consolider et de moderniser les forces américaines en Corée du Sud sous le fallacieux prétexte d'une "menace venue du Nord" et aggravant la situation dans la péninsule en procédant chaque année à leurs manoeuvres militaires communes "Team Spirit", qui constituent une provocation.

Les faits montrent à l'évidence que c'est uniquement à cause de leur politique d'affrontement et de guerre que le risque de conflit n'a pas encore été écarté et qu'une situation instable, caractérisée par l'aggravation de la tension, règne dans la péninsule.

Le retrait des troupes a donné lieu à un débat animé aux Etats-Unis mêmes, tandis que, de leur côté, les Sud-Coréens et tous les hommes épris de paix dans le monde demandent de plus en plus impérativement que les forces américaines évacuent la Corée du Sud.

C'est dans ces circonstances que le Secrétaire d'Etat américain à la défense, M. Cheney, s'est rendu il y a quelque temps en Corée du Sud et s'y est entretenu des questions relatives au retrait des troupes américaines de ce pays.

Mais les Etats-Unis, tout en parlant d'effectuer un retrait militaire partiel, soulignent qu'il ne pourra s'agir en tout état de cause que d'un "rééquilibrage des forces armées" et que, pour l'essentiel, leurs forces de combat et leurs moyens d'action militaires seront maintenus en Corée du Sud.

Par ailleurs, ils déclarent avec une certaine inconsistance qu'"une réduction sensible des armements" serait impossible si le Nord ne prend pas de mesures de détente, et que leurs forces doivent rester en Corée du Sud à des fins de "dissuasion".

Tout cela suscite maint doute quant aux véritables intentions des Etats-Unis lorsqu'ils affichent la promesse d'un "retrait".

Comme chacun le sait, le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée a déclaré en de nombreuses occasions qu'il n'a pas l'intention "d'envahir le Sud" et n'en possède pas les moyens.

Si les Etats-Unis souhaitent vraiment que la paix règne dans la péninsule, ils doivent prendre des mesures concrètes en vue d'un retrait militaire, au lieu de parler d'un "rééquilibrage de leurs forces armées".

S'ils prennent au moins une mesure concrète de retrait partiel qui marquerait le début de l'évacuation complète de la Corée du Sud par leurs forces, nous nous en féliciterons et sommes prêts, de notre côté, à titre de réciprocité, à aller encore plus loin pour établir un climat de confiance et faire progresser le désarmement entre le Nord et le Sud.

La paix ne pourra s'établir dans la péninsule coréenne que lorsque les forces américaines auront évacué cette région et démantelé leurs bases militaires et que le Nord et le Sud auront réduit leurs armements.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée mettra tout en oeuvre, comme il l'a fait jusqu'à présent, pour garantir concrètement la paix et la sécurité dans la péninsule.

Nous demandons une fois de plus aux autorités américaines et sud-coréennes de mettre fin à des manoeuvres militaires telles que "Team Spirit 90" et de prendre immédiatement des dispositions pour que des négociations sur la réduction des armements s'ouvrent entre le Nord et le Sud et les Etats-Unis, comme l'a déjà proposé le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée.

Si les Etats-Unis évacuent leurs troupes de Corée du Sud, ils agiront non seulement en conformité avec les vœux et les intérêts des peuples coréen et américain et ceux des hommes épris de paix partout dans le monde, mais en outre créeront une atmosphère favorable à un dialogue Nord-Sud pour la paix et la réunification de la péninsule et contribueront même à l'instauration de la paix et de la sécurité dans l'ensemble de la région Asie et Pacifique.

Les responsables sud-coréens ne doivent pas implorer le maintien indéfini des troupes américaines, ni agir dans un sens contraire à la préservation de la paix dans la péninsule.
